

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds, op	0
- of de ontvangsten van het jaar,	0
- minus de uitgaven, vanaf	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsreglement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.63-1 – Commissieverslag, nr.63-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.63-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30914]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2013 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2013

CHAPITRE 1^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2013, s'élèvent à 9.495.219.000 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 9.407.218.394,33 euros

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 88.000.605,67 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

Art. 4. Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2013 à 92.005.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 76.492.561,88.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2013 qui s'établit à 60.061.288,03 euros et des annulations de visas s'établissant à 2.948.627,37 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2013 à 139.502.477,28 euros .

Par dérogation à l'article 7, 2^o alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 19 du décret du 20 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2013 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2013 s'élèvent à 92.774.795,39 euros.

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2013 à 46.727.681,89 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2013 à la somme de 9.118.668.000,00 d'euros.

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2013 s'élèvent à 9.127.067.346,19 euros.

§ 2 Fixation des crédits de liquidations des dépenses

Art. 9. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2013 ont accordé 9.479.670.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses.

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 10. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2013 se montent à 9.346.163.626,13 euros

§ 4 Règlement des crédits

Art. 11. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2013 de 133.506.373,87 euros.

Art. 12. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 20 décembre 2012 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2013 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2013 à concurrence de 2.778.357,89 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2013 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 2.778.357,89 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 9.482.448.357,89 euros.

Art. 13. Par suite des articles 11 et 12, les crédits de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 136.284.731,76 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2013

Art. 14. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2013, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 9.127.067.346,19 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 9.346.163.626,13 euros

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires,

Les dépenses excèdent les recettes de 219.096.279,94 euros

CHAPITRE III. — *Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires*

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 15. Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 91.707.000,00 euros.

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2013 à 85.636.590,20 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

Art. 16. Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2013 à 92.005.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7,2°, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 76.492.561,88.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1^{er} janvier 2013 qui s'établit à 82.327.365,42 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2013 à 158.819.927,30 euros.

Par dérogation à l'article 7,2° alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 19 du décret du 20 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2013 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

Art. 17. Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2013 s'élèvent à 91.009.657,42 euros.

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2013 à 82.327.365,42 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

Art. 19. Le résultat des fonds budgétaires s'établit se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 85.636.590,20 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 91.009.657,42 euros

En conclusion, les dépenses excèdent les recettes de 5.373.067,22 euros

CHAPITRE IV. — *Résultat global*

Art. 20. Tous services réunis, budget et fonds budgétaires, compte tenu des articles 14 et 19 du présent décret, le résultat global du budget 2013 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -219.096.279,94

Fonds budgétaires : -5.373.067,22

Total : -224.469.347,16

DEUXIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• RECETTES

Les prévisions, à	67.491.000
Les recettes imputées, à	64.267.430,54
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	3.223.569,46

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à	71.672.000
Les dépenses imputées, à	64.882.023,05

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à	-614.592,51
- soit les recettes de l'année, de	64.267.430,54
- moins les dépenses, de	64.882.023,05

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à	0
Les recettes imputées, à	0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à	0

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 0

Les dépenses imputées, à 0

Le montant des crédits à annuler, à 0

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à	0
- soit les recettes de l'année, de	0
- moins les dépenses, de	0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 64-1. – Rapport de commission, n°64-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 64-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

TABLEAU I

RECETTES

I.A.subdivisions générales

Prévisions ajustées	9.118.668.000,00
Recettes imputées	9.127.067.346,19

I.B.subdivisions particulières

Prévisions ajustées	91.707.000,00
Recettes imputées	85.636.590,20

TOTAL RECETTES

Prévisions ajustées	9.210.375.000,00
Recettes imputées	9.212.703.936,39

DEPENSES

II.Engagements

Crédits alloués	9.495.219.000,00
Engagements imputés	9.407.218.394,33

Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	88.000.605,67
crédits à annuler	88.000.605,67

encours au 01/01/2013	267.712.197,09
réductions de visas	2.292.403,15

III.Liquidations

Crédits alloués	9.479.670.000,00
Crédits complémentaires à solliciter	2.778.357,89
total des crédits	9.482.448.357,89
Dépenses imputées	9.346.163.626,13
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	136.284.731,76
crédits à annuler	136.284.731,76
solde de dépenses demeurant liquider	326.474.562,14

IV.Fonds budgétaires

engagements

Disponible au 1,1,2013	60.061.288,03
réductions de visas	2.948.627,37
Recettes perçues de l'année	76.492.561,88
total du disponible	139.502.477,28
engagements	92.774.795,39
solde en engagements au 31,12,2013	46.727.681,89
encours au 01/01/2013	22.266.077,39

liquidations

Disponible au 1,1,2013	82.327.365,42
Recettes perçues de l'année	76.492.561,88
total du disponible	158.819.927,30
liquidations	91.009.657,42
disponibles en liquidations au 31.12.2013	67.810.269,88
solde de dépenses demeurant liquider	21.082.587,99

V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE**RESULTAT 1**

recettes générales constatées imputées	9.127.067.346,19
dépenses liquidées sur crédits de liquidation	9.346.163.626,13
solde des recettes sur les dépenses	-219.096.279,94
solde de dépenses demeurant liquider	326.474.562,14

RESULTAT 2

recettes constatées sur fonds budgétaires	85.636.590,20
dépenses liquidées sur fonds budgétaires	91.009.657,42
solde des recettes sur les dépenses	-5.373.067,22
solde de dépenses demeurant liquider	21.082.587,99

RESULTAT 1+2

recettes	9.212.703.936,39
dépenses	9.437.173.283,55
solde général de l'exercice	-224.469.347,16
solde de dépenses demeurant liquider	347.557.150,13

TABLEAU II

I. ETAT DES ENGAGEMENTS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2013

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2013	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	SOLDE AU 31.12.2013
Chapitre I	0,00	25.052.000,00	25.052.000,00	25.052.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	45.728.000,00	45.728.000,00	45.728.000,00	0,00
Chapitre III	0,00	21.225.000,00	21.225.000,00	21.225.000,00	0,00
TOTAL	0,00	92.005.000,00	92.005.000,00	92.005.000,00	0,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	VISAS ANNULES	RECETTES EFFECTIVES		DISPONIBLE GLOBAL		ENGAGEMENTS		DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2013
Chapitre I	11.381.684,29	0,00	23.773.953,49	17.960.858,59	35.155.637,78	17.960.858,59	17.194.779,19	23.263.345,86	6.269.556,84
Chapitre II	32.162.832,45	2.942.111,09	35.201.400,54	47.042.998,22	70.306.344,08	47.042.998,22	27.770.938,58	46.727.681,89	
Chapitre III	16.516.771,29	6.516,28	17.517.207,85		34.040.495,42				
TOTAL	60.061.288,03	2.948.627,37	76.492.561,88	92.774.795,39	139.502.477,28	92.774.795,39	46.727.681,89		

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2013

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2013	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	SOLDE AU 31.12.2013
Chapitre I	0,00	25.052.000,00	25.052.000,00	25.052.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	45.728.000,00	45.728.000,00	45.728.000,00	0,00
Chapitre III	0,00	21.225.000,00	21.225.000,00	21.225.000,00	0,00
TOTAL	0,00	92.005.000,00	92.005.000,00	92.005.000,00	0,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTEES	RECETTES EFFECTIVES		DISPONIBLE GLOBAL		LIQUIDATIONS		DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2013
Chapitre I	11.542.532,31	23.773.953,49	35.316.485,80	17.898.205,49	17.418.280,31	17.418.280,31	31.440.021,71	18.951.967,86
Chapitre II	44.273.085,52	35.201.400,54	79.474.486,06	48.034.464,35	48.034.464,35	48.034.464,35	91.009.657,42	67.810.269,88
Chapitre III	26.511.747,59	17.517.207,85	44.028.955,44	25.076.987,58	25.076.987,58	25.076.987,58		
TOTAL	82.327.365,42	76.492.561,88	158.819.927,30	91.009.657,42	91.009.657,42	91.009.657,42	67.810.269,88	

Tableau III . Dépassements

1	1	06	11	04	25	2	INDEMNITES GENERALEMENT QUELCONQUES AU PERSONNEL	(512,39)
		Total 06						(512,39)
1	1	11	11	10	01	0	PERSONNEL DETACHE ET PENSIONNE - DEPENSES DIVERSES	(758.028,62)
1	1	11	11	12	01	0	INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT DOMICILE-TRAVAIL	(5.901,46)
		Total 11						(763.930,08)
Total 1								(764.442,47)
3	1	46	11	04	12	1	PERSONNEL AUTRE QUE STATUTAIRE	(47.513,01)
		Total 46						(47.513,01)
3	1	54	11	02	01	0	REMUNERATIONS ET ALLOCATIONS QUELCONQUES DE PERSONNEL DES CELLULES DES COMMISSAIRES ET DELEGUES	(19,71)
		Total 54						(19,71)
3	1	55	41	21	51	5	DOTATION AUX HAUTES ECOLES	(660.688,27)
3	1	55	45	40	71	7	ALLOCATIONS FAMILIALES DU PERSONNEL DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIV	(517.552,99)
3	1	55	11	05	90	9	REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIVERSITE	(182.314,51)
3	1	55	45	41	71	7	ALLOCATIONS FAMILIALES DU PERSONNEL DE L'OFFICIEL SUBVENTIONNE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIVERSITE	(178.570,59)
3	1	55	11	03	52	5	PERSONNEL STATUTAIRE DES INTERNATS AUTONOMES	(165.777,83)
3	1	55	45	42	71	7	ALLOCATIONS FAMILIALES DU PERSONNEL DU LIBRE SUBVENTIONNE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIVERSITE	(93.141,19)
3	1	55	11	03	40	4	PERSONNEL STATUTAIRE (CADRE D'EXTINCTION)	(60.909,83)
3	1	55	11	03	42	4	PERSONNEL STATUTAIRE (CHARGES DE MISSIONS)	(37.618,98)
3	1	55	01	01	72	7	TRAITEMENTS, SUBVENTIONS-TRAITEMENTS ET CHARGES DE PERSONNEL DIVERSES, LIES AUX CONGES DE MATERNITE	(24.442,60)
3	1	55	44	11	44	4	SUBVENTIONS TRAITEMENTS (CHARGES DE MISSION)	(14.962,56)
3	1	55	43	24	61	6	SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DE L'INTERCOMMUNALE D'ARCHITECTURE	(9.596,49)
		Total 55						(1.945.575,84)
3	1	57	11	03	31	3	PERSONNEL STATUTAIRE	(20.806,86)
		Total 57						(20.806,86)
Total 3								(2.013.915,42)
Total								(2.778.357,89)

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30914]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling
van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2013 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2013

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2013, bedragen 9.495.219.000 euro.

§ 2. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 9.407.218.394,33 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 88.000.605,67 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt dit bedrag geannuleerd.

§ 3. Vaststelling van de vastleggingsbegrotingsfondsen

Art. 4. De begrotingsfondsen voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2013 zijn geraamd op 92.005.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk ontvangen ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten in de loop van het jaar bedragen 76 492 561,88.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2013 van 60 061 288,03 euro en de annulering van visa ten bedrage van 2 948 627,37 euro, bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor 2013 139 502 477,28 euro.

In afwijking van artikel 7.2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, heeft artikel 19 van het decreet van 20 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2013 thesaurievoorschotten en de debettoestand van bepaalde begrotingsfondsen toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de vastleggingsbegrotingsfondsen van het begrotingsjaar 2013 bedragen 92.774.795,39 euro.

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingsbegrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2013 46.727.681,89 euro.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2013 een som van 9.118.668.000,00 euro.

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2013 bedragen 9.127.067.346,19 euro.

§ 2 Vaststelling van de vereffeningskredieten van de uitgaven

Art. 9. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2013 hebben een bedrag van 9.479.670.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 10. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2013 bedragen 9.346.163.626,13 euro

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 11. De vergelijking van de uitgavenmachtigingen (artikel 9) met de aangerekende verrichtingen (artikel 10) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2013 van 133.506.373,87 euro.

Art. 12. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 20 december 2012 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2013 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2013 gebruikt ten belope van 2.778.357,89 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2013 die boven of bij ontstentenis van (de) kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 2.778.357,89 euro toegestaan.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de toegekende vereffeningskredieten bedraagt 9.482.448.357,89 euro.

Art. 13. Naar aanleiding van de artikelen 11 en 12, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 136.284.731,76 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2013

Art. 14. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2013, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 9.127.067.346,19 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 9.346.163.626,13 euro.

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 219.096.279,94 euro.

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 15. De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke subafdelingen werden geraamd op 91.707.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2013 bedragen 85.636.590,20 euro.

§ 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen

Art. 16. De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2013 geraamd op 92.005.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 76.492.561,88 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2013 van 82.327.365,42 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2013 158.819.927,30 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 19 van het decreet van 20 december 2012 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2013 de thesaurievoor-schotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 17. De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2013 bedragen 91.009.657,42 euro.

Art. 18. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 16 en 17 hierboven, bedragen de vereffeningsmid-delen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2013 82.327.365,42 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Art. 19. Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 85.636.590,20 euro.

De vereffeningsuitgaven bedragen 91.009.657,42 euro.

Als conclusie kan worden gesteld dat de uitgaven met 5.373.067,22 euro de ontvangsten overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Globaal resultaat*

Art. 20. Alle diensten samen, begroting en begrotingsfondsen, rekening houdend met de artikelen 14 en 19 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2013 (in euro) :

Begroting sensu stricto : -219.096.279,94

Begrotingsfondsen : -5.373.067,22

Totaal : -224.469.347,16

TWEEDE DEEL. — INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• ONTVANGSTEN

Vooruitzichten 67.491.000

Aangerekende ontvangsten 64.267.430,54

Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten 3.223.569,46

• UITGAVEN

Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten 71.672.000

Aangerekende uitgaven 64.882.023,05

• RESULTAAT

Resultaat van ontvangsten en uitgaven van het C.G.R.I. -614.592,51

- Ontvangsten van het jaar 64.267.430,54

- verminderd met de uitgaven 64.882.023,05

Egalisatiefonds voor begrotingen (Fonds)

• ONTVANGSTEN

Vooruitzichten	0
Aangerekende ontvangsten	0
Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten	0
Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	0
Aangerekende uitgaven	0
Bedrag van de te annuleren kredieten	0

• RESULTAAT

Resultaat van ontvangsten en uitgaven van het Fonds	0
- Ontvangsten van het jaar	0
- verminderd met de uitgaven	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.64-1 – Commissieverslag, nr.64-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.64-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30916]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2015 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

ANNEE BUDGETAIRE 2015

CHAPITRE 1^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2015, s'élèvent à 9.739.627.000,00 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 9.637.334.433,55 euros

Art. 3. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 17 décembre 2014 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2015 ont autorisé l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2015 à concurrence de 14.817.481,56 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2015 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 14.817.481,56 euros.